

Pascale Barthélémy, Elara Bertho,
Céline Pauthier et Florent Piton (dir.)

Villes, genre, cinémas en Afrique

Dans les pas
d'Odile Goerg



Depuis les années 1970, Odile Goerg a parcouru tout le continent africain et plus particulièrement la Guinée, et contribué à l'écriture d'une histoire sociale, économique et culturelle des villes, des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, du cinéma en contexte colonial et postcolonial. Ce livre, qui réunit les contributions de près de trente collègues, ami(e)s, anciens étudiants et étudiantes, est une invitation à explorer, pas à pas, les différentes facettes de ses recherches, à découvrir son parcours professionnel et personnel, ses engagements d'enseignante et de citoyenne.

Articles, témoignages et entretiens montrent que si Odile Goerg s'est imposée comme historienne des villes, elle s'est aussi distinguée par une manière originale et pionnière de penser ses objets : en intégrant l'histoire des femmes et du genre, en proposant des histoires comparées, en questionnant les représentations, les catégories spatiales, sociales et ethniques, en s'intéressant aux trajectoires individuelles. Par l'éclairage des multiples dimensions d'une carrière prolifique, cet ouvrage offre aussi un aperçu de la fécondité et de la diversité des recherches actuelles sur les sociétés africaines contemporaines.

***Pascale Barthélémy** est historienne des femmes et du genre en Afrique occidentale (EHESS, IMAF); **Elara Bertho** est chercheuse en littérature et travaille sur les rapports entre récits et politique en Afrique de l'Ouest (CNRS, LAM); **Céline Pauthier** est historienne du politique en Afrique de l'Ouest (Nantes Université, CRHIA, IMAF); **Florent Piton** est chercheur en histoire sociale et politique du Rwanda contemporain (Université d'Angers, TEMOS).*

***Ont contribué à cet ouvrage:** Yanis Arbia, Ismaël Barry, Françoise Blum, Pierre Boilley, Michel Cahen, Gabrielle Chomentowski, Catherine Coquery-Vidrovitch, Safiatou Diallo, Mamadou Diawara, Sophie Dulucq, Andreas Eckert, Gilles Guiheux, Anne Hugon, Adam Jones, Céline Labrune-Badiane, Honoré Ouédraogo, Sara Panata, Aline Pighin, Françoise Raison, Faranirina Rajaonah, Ophélie Rillon, Rebecca Rogers, Boubacar Sambaré, Penglei Su, Violaine Tisseau, Jean-Louis Triaud, Florence Wenzek, Darja Wolfmeier.*



Pascale Barthélémy, Elara Bertho,
Céline Pauthier et Florent Piton (dir.)

Villes, genre, cinémas en Afrique

Dans les pas d'Odile Goerg



KARTHALA

Ouvrage publié avec le concours de
Centre d'études en sciences sociales sur les mondes
africains, américains et asiatiques (CESSMA)
Les Afriques dans le monde (LAM)
Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA)
Laboratoire Temps, Mondes, Sociétés (TEMOS)

Couverture :
Odile Goerg devant la gare de Conakry en 1989
(collection privée, Odile Goerg)

© Éditions Karthala, 2024
22-24, boulevard Arago – 75013 Paris

ISBN : 978-2-38409-152-2
(Première édition papier, 2024)

Introduction

Pascale Barthélémy, Elara Bertho,
Céline Pauthier et Florent Piton

En 1979, cinq ans avant la mort de Sékou Touré, Odile Goerg se rend pour la première fois en Guinée, dans ce pays qui deviendra si cher à son cœur. Elle y fait l'expérience de la pratique historique sous surveillance, comme elle le raconte à Céline Pauthier dans l'entretien qui ouvre cet ouvrage. Un étudiant lui est en effet assigné pour l'accompagner dans les archives, surveiller ses faits et gestes, pratique révélatrice de l'atmosphère qui régnait alors dans la capitale guinéenne¹. Ce premier séjour marque le début d'une longue carrière de chercheuse, d'enseignante, de voyageuse et de marcheuse infatigable, que vingt-neuf anciens et anciennes collègues, ami(e)s, étudiant(e)s, ont voulu saluer dans ce volume. Odile Goerg n'aime pas les « hommages » (aimerait-elle un femmage ?). Elle leur préfère les échanges, les rencontres, les discussions. Cet ouvrage a donc cette ambition : rassembler vingt-cinq textes courts de différente nature (articles scientifiques ou témoignages, commentaires de sources, récits de compagnonnages) inspirés par la carrière et les recherches d'Odile Goerg, par sa personnalité aussi. Ensemble, ils montrent la vitalité et la richesse des recherches en histoire africaine, menées dans le sillage d'Odile.

Après avoir travaillé sur les réseaux commerciaux à l'époque coloniale, Odile Goerg s'est imposée comme spécialiste d'histoire urbaine avec sa thèse d'État, une histoire comparée de Conakry et Freetown entre les années 1880 et 1914 (Goerg, 1997). Dès lors, elle a mêlé histoire économique, culturelle et sociale en contexte urbain, en faisant varier ses angles d'analyse : les équipements urbains et les investissements publics, la gestion du foncier, les jeunes et les mouvements associatifs,

1. Une première version réduite de cet entretien a été publiée sous le titre « La Guinée et les nœuds de l'histoire » (Goerg et Pauthier, 2023).

et, surtout, les loisirs et sociabilités. En s'attelant à une histoire comparée entre les domaines anglophone et francophone, Odile Goerg a contribué à décroiser les bibliographies (et conséquemment les réseaux de chercheurs) encore trop souvent aujourd'hui considérées comme des mondes étanches. Locutrice de plusieurs langues – français, anglais, allemand – Odile Goerg a joué un rôle important de médiatrice non seulement par le biais de ses propres travaux mais également par la création et l'animation de réseaux de recherches, entre les États-Unis, l'Afrique et l'Europe, que ce soit au niveau de l'ASA (African Studies Association), de l'AEGIS (Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies) ou de l'IAI (International African Institute). L'envie de fédérer les personnes, de créer des liens, de transmettre des savoirs en faisant des ponts entre les langues et les universités a été une constante de son parcours. Ne revendiquant pas la pratique du « terrain » (voir l'entretien avec Sara Panata et Ophélie Rillon dans ce volume), qu'elle préfère laisser aux anthropologues, par modestie ou par divergence de méthode, elle a toutefois voyagé très régulièrement en Afrique depuis le milieu des années 1970, dans un grand nombre de pays et sans se limiter aux espaces francophones. Au fil de ses séjours réguliers à Conakry, elle a noué des relations durables, que ce soit avec le monde universitaire, avec le département d'histoire de l'université de Sonfonia, ou avec des structures de recherches, dont le Centre d'innovation et de recherche pour le développement (CIRD) dirigé par Safiatou Diallo, l'une de ses anciennes étudiantes, est la réalisation la plus vivante aujourd'hui. Son amitié avec Nadine Barry a également marqué ses séjours à Conakry : l'autrice de *Grain de sable* l'a hébergée dans sa résidence de Kipé et lui a ouvert son carnet d'adresses (Bari, 1983). Cette grande proximité avec l'une des fondatrices de l'Association des victimes du camp Boiro se retrouve dans ses travaux sur les « nœuds » de la mémoire guinéenne, notamment dans *Le NON de la Guinée (1958). Entre mythe, relecture historique et résonances contemporaines* (avec Céline Pauthier et Abdoulaye Diallo, 2010).

Chercheuse, mais aussi enseignante, Odile Goerg a contribué à faire connaître et reconnaître les recherches sur l'Afrique à l'université de Strasbourg déjà, où elle est élue en 1989, puis à l'université Paris 7 à partir de 2001. Son attachement à l'enseignement est visible dans cet ouvrage, avec des contributions d'anciens étudiants et étudiantes qui témoignent de l'enthousiasme que ses cours ont pu susciter. Très attentive aux jeunes chercheurs et chercheuses, curieuse et bienveillante

à l'égard des doctorants et doctorantes, elle les accueillait dans son bureau toujours ouvert pour des discussions bibliographiques ou des conseils de divers ordres. Cette dimension très humaine qu'elle a incarnée est également présente dans cet ouvrage, où de nombreux contributeurs et contributrices témoignent de sa grande capacité d'accueil et de son écoute toujours exigeante.

Car si Odile Goerg s'est imposée comme historienne des villes, elle s'est aussi distinguée par une manière originale de penser ses objets : en intégrant l'histoire des femmes et du genre (un champ qu'elle a contribué à installer dans le paysage historiographique en France), en proposant des histoires comparées, en questionnant les représentations, les catégories spatiales, sociales et ethniques, en s'intéressant aux trajectoires individuelles des acteurs et actrices sociales.

Dernièrement, c'est l'histoire du cinéma en situation coloniale et postcoloniale qui a retenu son attention et fait l'objet de deux ouvrages qui ont participé au développement de ce champ de recherche en France, *Fantômas sous les tropiques* et *Un cinéma ambulant en Afrique*. Jean-Paul Sivadier, *entrepreneur dans les années 1950* (Goerg, 2015, 2020). S'attachant dans les deux cas au rôle des entrepreneurs dans la diffusion du cinéma, Odile Goerg retrace des parcours et décrit des situations contrastées selon les territoires. Mêlant enquêtes orales, souvenirs individuels, archives, témoignages littéraires, ses textes retranscrivent la densité d'une expérience vécue, de manière collective, tout en laissant place à la mélancolie de ces moments festifs disparus.

Organisé en quatre parties – Histoire sociale et culturelle des villes, Histoire des femmes et du genre, Trajectoires artistiques, Questionner les concepts et les catégories – cet ouvrage embrasse l'ensemble des thématiques et des approches qui ont été travaillées par Odile Goerg. Il met à l'honneur l'histoire sociale et les rapports de pouvoir, travaille des sources de nature variée (archives coloniales, entretiens, sources littéraires ou cinématographiques, archives privées, presse, manuscrits inédits d'acteurs africains ou européens), propose des réflexions sur les études africaines et nos catégories de pensée.

Le livre s'ouvre sur un entretien entre Odile Goerg et Céline Pauthier, qui fut son élève avant de devenir sa collègue. Cet échange complice – Céline Pauthier a travaillé sur le régime de Sékou Touré (1958-1984) et ses mémoires – offre un regard rétrospectif à la fois sur la carrière et la trajectoire intellectuelle d'Odile Goerg. Il retrace

le parcours d'historienne d'Odile Goerg en examinant les divers objets et thématiques qu'elle a placés au cœur de son travail, mais aussi en redessinant les réseaux de recherche dans lesquels elle s'est investie, à Paris, Strasbourg ou Conakry. Une place particulière est accordée à la Guinée dans ce parcours et Odile Goerg raconte de manière très concrète les difficultés mais aussi les joies et compagnonnages heureux lors de ses recherches dans ce pays.

La première partie (Histoire sociale et culturelle des villes), avec les contributions classées par ordre chronologique de Sophie Dulucq, Andreas Eckert et Gabrielle Chomentowski, réunit différents regards sur les villes africaines comme espaces de relations sociales souvent conflictuelles, où se mêlent les rapports de classe, de race et de genre, de l'époque coloniale à nos jours. Sophie Dulucq analyse un document d'archive permettant de traiter des relations de genre et de la racialisation en contexte colonial à Conakry en 1919 : derrière l'affaire judiciaire, en apparence anecdotique, se dessinent en effet « l'étoffe de la vie quotidienne » et « les ressorts raciaux qui animent les logiques policières, judiciaires et carcérales ». Andreas Eckert prend également le parti d'une micro-histoire, l'affaire des « millions de l'aviation », pour restituer les problèmes d'accès au foncier à Douala en 1957. Enfin, Gabrielle Chomentowski livre un texte très personnel sur sa pratique de l'enquête en sciences sociales, à Conakry, aux côtés d'Odile Goerg, pour retrouver les cinéastes guinéens ayant été formés dans les pays du bloc de l'Est. C'est l'occasion d'une réflexion sur la pratique de la comparaison en histoire, entre les continents et entre les langues.

La seconde partie (Histoire des femmes et du genre) est la plus fournie. Odile en sera-t-elle étonnée ? Elle qui ne s'est jamais définie comme une historienne des femmes et du genre, ainsi qu'elle le confie dans l'entretien qu'elle a accordé à Ophélie Rillon et Sara Panata, discutant des liens entre recherche et militantisme dans son propre parcours. Peut-être est-ce aussi un reflet des temps, ce champ de recherche étant désormais plus présent en France, grâce aux travaux d'Odile Goerg, mais aussi aux encouragements qu'elle n'a jamais cessé d'adresser aux jeunes chercheurs et chercheuses s'engageant dans cette direction. Ainsi de Gladys Esseng Aba'a, malheureusement décédée en 2021, qui avait trouvé en Odile une directrice de thèse prête à l'accompagner jusqu'à la soutenance d'un travail sur « La loi au Gabon sous l'angle du genre : du milieu du XIX^e siècle aux années 1990 », étape marquante dans un parcours d'engagement pour l'égalité entre les sexes dans

son pays, qui l'a conduite à diriger le Groupe de recherches et d'études sur le genre (GREG) à Libreville. Cette deuxième partie de l'ouvrage reflète un champ de recherche nourri de travaux qui relèvent autant de l'histoire de la France coloniale que des sociétés africaines. C'est ainsi une histoire des Africaines (de Madagascar, de Haute-Volta, de Tanzanie) qui est proposée, mais aussi du regard porté sur elles par des colonisateurs et des colonisatrices. Rebecca Rogers analyse la façon dont des Françaises ont utilisé les expositions universelles pour faire la promotion de la « mission civilisatrice » et souligner leur rôle d'éducatrices auprès des fillettes colonisées. Françoise Blum fait un pas de côté en dessinant le portrait de groupe de seize femmes conseillères de l'Assemblée de l'Union française, institution encore mal connue où pourtant les questions coloniales furent amplement débattues. Ces biographies croisées racontent les revendications féministes ou non de ces femmes, leurs trajectoires personnelles variées et leurs rôles en politique. C'est à une figure de l'entre-deux que Faranirina Rajaonah et Violaine Tisseau consacrent leur contribution : Raymonde Ramamonjy-Ratrimo, pharmacienne, protestante, médiatrice entre Malgaches et *Vazaha* (Européens), fit de son foyer un lieu de rencontres et de réflexions dans les années de transition marquant l'avènement de la Première République à Madagascar. Jean-Louis Triaud s'intéresse, pour sa part, aux femmes des karamokos (terme dioula qui désigne des personnalités maraboutiques) en Côte d'Ivoire de 1910 à 1930 en montrant l'attention toute spécifique que leur portait l'administration coloniale : avoir trop de femmes était mal vu, ne pas en avoir l'était tout autant, et retrouver des traces des trajectoires de ces femmes est une gageure. Deux textes s'attachent ensuite à l'enseignement des filles en situation coloniale : Honoré Ouédraogo s'intéresse à l'enseignement primaire missionnaire en Haute-Volta, dont il montre le rôle essentiel dans l'accès des filles à l'éducation et à des professions. Florence Wenzek, de son côté, analyse un corpus de lettres rédigées au Tanganyika à la fin des années 1950 par des membres de l'élite instruite pour demander la poursuite de scolarité pour leur fille ou élève. Elle explore les motivations qui guident ces demandes de scolarisations, les formes de discriminations rencontrées par les requérants et les émotions suscitées par la sélectivité de l'école coloniale. Boubacar Sambaré mobilise enfin le genre comme catégorie d'analyse à l'époque contemporaine : ses enquêtes dans le monde de la haute couture burkinabè permettent de questionner l'invisibilisation des femmes couturières au Burkina Faso, de 1990 à 2020.

La troisième partie (Trajectoires artistiques) rassemble des textes de Françoise Raison, Aline Pighin, Céline Labrune-Badiane et Pierre Boilley, qui éclairent de différentes manières l'intérêt qu'Odile Goerg a porté à l'histoire culturelle, entendue comme une histoire des représentations mais aussi comme une histoire sociale des artistes et des pratiques. Françoise Raison restitue la brève histoire de l'Académie malgache de Sciences, Arts et Belles lettres sous le règne de Radama II (1861-1863) qui visait à « changer le monde par la fête ». Lieu de transgression des normes sociales et de genre, l'Académie, par la voix du roi, promouvait l'égalité entre humains, au-delà des statuts juridiques et sociaux, ainsi que la liberté sexuelle pour les femmes. L'expérience fut éphémère, et le roi assassiné. C'est à une trajectoire individuelle étonnante que s'attache Aline Pighin dans un texte consacré à Gaspard de Mouko, peintre camerounais résidant à Douala, Brazzaville, Bangui, dont une courte expérience guinéenne a laissé des traces tant à Conakry qu'à Kankan. Autre personnage nomade : Mamadou Traoré dit Ray Autra, dont la vie est racontée par Céline Labrune-Badiane, depuis son combat anticolonial jusqu'à son opposition au régime de Sékou Touré et son exil à Dakar. Cette section artistique se clôt sur le contemporain avec une étude sur les stéréotypes relatifs au Sahara, menée par Pierre Boilley à partir de deux films, *Sahara* et *Timbuktu*.

Dans une dernière partie enfin, sont réunies des réflexions et témoignages d'Adam Jones, Mamadou Diawara, Ismaël Barry, Anne Hugon, Michel Cahen, Gilles Guiheux, Penglei Su, Darja Wolfmeier, Yanis Arbia et Safiatou Diallo, qui questionnent l'écriture et l'enseignement de l'histoire de l'Afrique, la construction des catégories, l'usage des sources. Adam Jones revient sur ses premiers travaux consacrés au photographe néerlandais Olfert Dapper et à sa *Description de l'Afrique*, sur les enjeux de l'édition de sources ainsi que de leurs traductions, avec une approche philologique. Mamadou Diawara, complice de longue date d'Odile Goerg, propose une démarche archéologique pour retrouver les premières traces, depuis les sources arabes, des parures et des vêtements des griots du Mali : parures de soie, boubous, riches broderies constituent la garde-robe des diseurs de parole. Une réflexion est menée sur les liens entre le pouvoir politique et le pouvoir du verbe, et leurs usages respectifs du faste. Ismaël Barry revient quant à lui sur le processus de suppression de l'esclavage au Fouta-Djalon, en Guinée, et sur ses survivances. L'historien guinéen analyse le

« malaise » qui entoure le sujet de l'esclavage, dont les rémanences demeurent aujourd'hui palpables. Anne Hugon, à partir de deux lettres conservées aux Archives nationales du Ghana qui racontent les déboires d'un jeune homme avec l'administration pénitentiaire coloniale, propose une subtile analyse de sources pour traiter de la délinquance juvénile en Gold Coast en 1940. Non seulement ces deux missives ont été prises au sérieux, annotées et conservées, mais elles ont également permis au jeune homme d'obtenir gain de cause et d'être finalement libéré : recours à l'administration, lutte pour des droits individuels, mises en scène de soi se trouvent liés dans ce dossier. Loin des cas individuels, Michel Cahen livre une réflexion théorique sur les notions de décolonisation et de décolonialité. À partir de l'idée (apparemment paradoxale) d'un Brésil resté colonial en dépit de son indépendance, Michel Cahen retrace une histoire des catégories, de « colonie », d'« indépendance », de « décolonisation » et de « colonialité ». Les trois dernières contributions ouvrent davantage sur le champ académique contemporain : tandis que Gilles Guiheux et Penglei Su reviennent sur l'histoire du laboratoire auquel a appartenu Odile Goerg – SEDET devenu CESSMA – ainsi que sur le dialogue entre universitaires chinois et « africanistes », Darja Wolfmeier et Yanis Arbia offrent à Odile Goerg un témoignage sur les cours qu'elle dispensa au sein de la licence franco-allemande organisée à Paris 7 en partenariat avec l'université de Bielefeld. Enfin, Safiatou Diallo propose un coup de projecteur sur l'un des derniers engagements intellectuels d'Odile Goerg, au service du Centre d'innovation et de recherche pour le développement de Conakry.

L'ouvrage se clôt sur une postface très personnelle de Catherine Coquery-Vidrovitch, directrice de thèse puis compagne de route d'Odile Goerg à l'université Paris 7 devenue Université Paris Cité, où toutes deux ont fait une partie de leur carrière et contribué au développement de l'histoire de l'Afrique. Quelques pages de confidences, d'anecdotes et de réflexions sur l'entrecroisement de leurs parcours, qui sont aussi une façon d'éclairer une époque.

Les espaces traités dans l'ensemble du volume reflètent les contacts privilégiés qu'Odile Goerg a noués avec la Guinée, mais font aussi écho à la diversité des voyages qu'elle a effectués tout au long de sa carrière sur le continent. La diversité des contributeurs et contributrices traduit également la richesse des relations scientifiques et amicales qu'elle a su

tisser, non seulement avec ses aîné(e)s (Catherine Coquery-Vidrovitch, Jean-Louis Triaud, Françoise Raison, entre autres), mais aussi avec les collègues de sa génération (Pierre Boilley, Andreas Eckert, Sophie Dulucq, Adam Jones, Faranirina Rajaonah, Mamadou Diawara) et les plus jeunes, de France et d'Afrique, dont elle a dirigé les thèses ou qu'elle a associés à des recherches collectives.

Bibliographie

- Bari, Nadine, 1983. *Grain de sable : les combats d'une femme de disparu*. Paris, Le Centurion.
- Goerg, Odile, 1997. *Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains : Conakry-Freetown des années 1880 à 1914*. 2 vol., Paris, L'Harmattan.
- , 2015. *Fantômas sous les tropiques. Aller au cinéma en Afrique coloniale*. Paris, Vendémiaire.
- , 2020. *Un cinéma ambulant en Afrique. Jean-Paul Sivadier, entrepreneur dans les années 1950*. Paris, L'Harmattan.
- Goerg, Odile et Pauthier, Céline, 2023. «La Guinée et les nœuds de l'histoire», *Politique africaine*, n° 169 : 121-144.
- Goerg, Odile ; Pauthier, Céline ; Diallo, Abdoulaye (dir.), 2010. *Le NON de la Guinée (1958). Entre mythe, relecture historique et résonances contemporaines*. Paris, L'Harmattan.

Voyager, échanger, questionner : le cheminement d'une historienne de l'Afrique

Entretien d'Odile Goerg avec Céline Pauthier
(Nantes Université, CRHIA)

C. P. : Pourrais-tu, pour commencer, évoquer en quelques mots quel est le ressort de plaisir, de désir et de joie dans ce métier d'historienne qui est aussi une passion ? Qu'est-ce qui t'a animée pendant toutes ces années et qui continue de t'animer ?

O. G. : Je pourrais commencer par la soirée d'hier autour de ce spectacle sur Sékou Touré¹ : le plaisir d'être avec des gens qui partagent le même intérêt, le plaisir dans le collectif, le partage dans la discussion. Cette envie du collectif vient en partie de moi, de mon éducation, notamment d'une morale chrétienne qui s'est traduite par mon appartenance au mouvement des guides, et par l'apprentissage du «faire ensemble». Ensuite, cela vient de la pratique universitaire, à Strasbourg d'une part, autour du Centre de recherches historiques sur la ville initié par Jean-Luc Pinol², mais aussi du Groupe d'études et de recherches africaines de Strasbourg (GERAS), animé par Pierre Haffner³. À Paris 7, d'autre part, le SEDET⁴, groupe de recherches fondé dans les années 1970, fonctionnait sur un mode collaboratif,

1. «La Guinée: Sékou Touré, le président qui disait non», La Marbrerie, Montreuil, 7 décembre 2022.

2. Professeur à l'université de Strasbourg de 1989 à 1997, il fonde ce centre (URA CNRS n° 1010) avec l'historien médiéviste Denis Menjot.

3. Après sa formation en philosophie et en études cinématographiques, il enseigne à l'université de Strasbourg à partir de 1981, jusqu'à son décès en 2000.

4. Sociétés En Développement, Études Transdisciplinaires.

ce qui correspondait à l'esprit du temps, au-delà du rôle très important joué par Catherine Coquery-Vidrovitch⁵.

Cela vient aussi des échanges et rencontres noués en Afrique. Pour préparer cet entretien, je relisais les courriers échangés pendant une quinzaine d'années avec Facinet Béavogui, historien guinéen qui, malheureusement, est décédé en 1999; j'ai conservé des courriers de 1984 à sa mort⁶; j'y retrouve ce plaisir d'échange et d'entraide entre chercheurs. Il se disait dans une sorte de léthargie liée à la difficulté de faire de la recherche dans la Guinée de Sékou Touré et j'ai contribué à l'encourager, notamment en envoyant des articles. J'ai joué un rôle actif, avec Catherine Coquery-Vidrovitch bien sûr à Paris 7, pour que les premiers Guinéens puissent avoir des bourses et venir en France faire une thèse⁷.

C. P. : Tout cela nous amène au début, à la manière dont tu es devenue historienne de l'Afrique. Quels sont les intérêts, d'abord personnels, qui t'ont poussée vers un sujet de maîtrise qui portait sur le Dahomey? Comment en vient-on à l'histoire d'un autre monde, qui est aussi marqué par la colonisation? Comment analyses-tu les ressorts de ce choix, évidemment avec un peu de reconstruction *a posteriori*?

O. G. : C'est une question qu'on m'a souvent posée et à laquelle j'ai un peu de mal à répondre. Peut-être peut-on l'aborder en termes de générations. Il y a des générations pour lesquelles ce choix est clairement politique. La génération des indépendances, avec des gens comme Jean Dresch, géographe; la génération de la guerre d'Algérie, Catherine Coquery-Vidrovitch, Françoise Raison⁸, Françoise Imbs⁹ et plein d'autres pour lesquels ça a joué, celle de Mai 68 aussi. Moi, je suis trop jeune pour être de ces générations-là. Donc il n'y a pas de motif déclencheur particulier. Et puis je n'étais pas politisée en tant qu'adolescente. J'étais plutôt dans une forme d'opposition, de rébellion

5. Historienne, professeure émérite à l'université Paris 7. Éluë à Paris 7 en 1972, elle fonde le laboratoire Connaissance du Tiers Monde en 1974. Sa thèse d'État soutenue en 1970 a été publiée en 1972 (Coquery-Vidrovitch, 1972).

6. Auteur d'une thèse sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch soutenue à Paris 7 en 1991 (Béavogui, 1991), publiée en 2001 (Béavogui, 2001).

7. La reprise des relations diplomatiques entre la France et la Guinée date de 1975, mais les échanges universitaires sont postérieurs à la mort de Sékou Touré en 1984.

8. Historienne de Madagascar, professeure émérite à l'université Paris 7. Décédée le 25 juin 2024.

9. Géographe, spécialiste du Burkina Faso et du Rwanda, elle a été MCF à l'Université Paris Diderot.

puisque je suis issue d'un milieu familial assez conservateur, mais cela ne se traduisait pas par une participation politique militante. Une forme de naïveté aussi, de naïveté par rapport à la Guinée par après, ça c'est clair, donc ce n'est pas l'engagement politique qui m'a amenée à la Guinée.

Alors après on peut le reconstruire, notamment parce qu'il y a des choses qui peuvent jouer de manière plus inconsciente : similitude d'oppression en tant que femme, en tant que colonisé. Plus récemment, je me suis fait toute une réflexion sur le fait d'être alsacienne, c'est-à-dire d'une région qui a connu la domination étrangère. Moi, je ne l'ai pas vécue personnellement bien sûr, mais cela est présent dans les récits familiaux, dans l'histoire régionale. Donc le refus de la domination est une évidence, pour le versant négatif. Mais il y a aussi la communauté de biculturalisme. C'est-à-dire l'évidence, quand on est alsacienne, qu'on est entre deux cultures, entre deux langues. Cela fait partie du quotidien. Et je me souviens très bien, quand je suis arrivée à Paris, d'avoir constaté que les gens étaient monolingues et n'avaient pas la conscience que cela pouvait être différent dans d'autres régions, d'autres sociétés. Quand tu étudies des sociétés africaines, tu as conscience que les gens circulent entre plusieurs langues, plusieurs cultures, plusieurs identités, et que le français est pour eux une langue étrangère, qui leur a été imposée. Quand je lis les témoignages, je peux comparer les situations : ainsi les Africains étaient brimés parce qu'ils voulaient parler leur langue natale, tout comme les petits Alsaciens auxquels il était interdit de parler alsacien dans les cours d'école dans les années 1950 et qui étaient punis en cas de transgression.

Mais pour revenir à ta question, mon intérêt pour l'Afrique est plutôt venu par des contacts ; j'ai connu des étudiants sénégalais, et je me suis rendu compte que je ne connaissais rien à leur histoire, à leur culture, et comme j'étais en licence à Paris 1 où il y avait des cours d'histoire de l'Afrique, j'ai eu la chance de pouvoir en suivre. Ce que j'ai fait et continué.

C. P. : Donc c'est à partir de ces cours que tu as suivis, et de rencontres avec d'autres étudiants que tu t'es adressée à Yves Person¹⁰ pour ton mémoire de maîtrise.

10. Yves Person (1925-1982), professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, auteur d'une somme sur Samori (Person, 1968-1975).

O. G. : Sous la direction théorique d'Yves Person. Je dis théorique parce que Person, grand militant et grand écrivain, grand historien, ne s'occupait pas trop des étudiants. C'était aussi très mandarinal. Lui était prof, Claude-Hélène Perrot était son assistante¹¹. C'est elle qui faisait le travail de suivi. Mais pour elle comme pour Person, ma maîtrise sur la crise économique au Dahomey, ce n'était pas ce qui les passionnait vraiment ! Donc j'ai beaucoup travaillé seule. Au final, l'Afrique c'est plutôt l'envie d'ailleurs, j'ai toujours aimé voyager...

C. P. : Ton désir d'ailleurs et d'ouverture s'est traduit dans les voyages. Tu t'es ainsi rendue au Sénégal en 1975, puis au Bénin, Togo, Nigeria, Mali, Zimbabwe, Burundi, Rwanda et au Gabon. Qu'est-ce qui te pousse alors à ces pérégrinations et dans quel cadre voyages-tu, puisqu'il ne s'agit pas là de voyages qui ont seulement une vocation universitaire, ou du moins pas encore ?

O. G. : D'abord je voyage parce que dans ma famille, pour des raisons variées, on ne voyage pas. Et moi, je ne sais pas pourquoi, j'aime bien bouger. Donc effectivement, dès que j'ai été autorisée par les parents, je suis partie faire un séjour en Grande-Bretagne. Ensuite je suis allée en Tunisie faire un chantier à Djerba – planter des arbres – et puis effectivement au Sénégal. J'ai enchaîné et j'aimerais ici la citer car j'ai fait plusieurs déplacements avec elle, Monique Chastanet¹², historienne de l'Afrique également, qui, elle, de milieu communiste, avait fait de l'alphabétisation à Paris et avait des contacts avec des migrants soninke aussi bien à Dakar que dans la région du fleuve Sénégal. Donc ça m'a ouverte de ce point de vue-là.

C. P. : C'est avec elle que tu es partie ?

O. G. : Je suis partie avec elle, deux ou trois voyages et ensuite, je les ai faits autrement. Je rappellerai le fait que j'étais normalienne, donc je pouvais me payer les voyages. C'est quand même un élément

11. Claude-Hélène Perrot (1928-2019), professeure à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, spécialiste des Akan de Côte d'Ivoire et du Ghana avant la colonisation. Sa thèse soutenue en 1978 a été publiée en 1983 (Perrot, 1983). Il y avait également Roger Pasquier (1923-2019), maître-assistant à partir de 1969 puis MCF jusqu'à sa retraite.

12. Historienne, d'abord en poste à l'ORSTOM puis chargée de recherches CNRS à l'IMAF, spécialiste des plantes et de l'alimentation en Afrique subsaharienne.

important parce que même si voyager en Afrique revient moins cher que dans d'autres pays, il faut payer le billet d'avion et il faut pouvoir partir ; donc pendant plusieurs années, je suis partie pendant les deux mois de vacances, dans divers pays. Par exemple, je suis retournée au Sénégal et au Mali, je suis allée au Bénin, au Togo et un tout petit peu au Ghana une année ; je suis allée au Burundi, Rwanda, Tanzanie en 1977 – la frontière avec le Kenya était fermée à ce moment-là ; je suis allée au Zimbabwe en 1981 pendant ces moments de vacances grâce à des contacts d'amis britanniques. Et j'ai conçu toujours ces voyages comme une historienne, au sens où je lisais avant de partir. Je me souviens par exemple du livre de Paul Mercier sur les Somba au Dahomey, qui m'avait beaucoup impressionnée et introduite à leur société et leur architecture si spéciale (Mercier, 1968). Puis ce sont les enchaînements classiques : tu connais X, qui te donne l'adresse d'Y et de fil en aiguille tu rencontres des gens, avec toujours cette envie de rencontre de gens très diversifiés, parfois des coopérants, parfois des amis connus en France ou ailleurs. Par exemple, en 1978, j'ai rencontré Mamadou Diawara, à Bamako, dans un groupe d'étudiants, sans savoir à l'époque bien sûr qu'il deviendrait l'historien et l'anthropologue qu'il est maintenant¹³. Mais c'est parce qu'il est venu en 1980 faire sa thèse aux Hautes Études qu'on a vraiment développé une relation qui continue jusqu'à nos jours. Et ces étudiants ou lettrés pouvaient te donner l'adresse de leur famille au village, où je rencontrais des paysans, artisans. Au-delà de l'intérêt pour l'histoire, j'étais aussi curieuse des pratiques agricoles, artisanales. Tout m'intéressait¹⁴.

C. P. : Ces voyages avaient donc une tonalité universitaire puisque tu lisais avant et que les contacts que tu prenais étaient dans ce milieu-là. C'était volontaire de ta part, dans l'idée, ensuite, de continuer à travailler sur ces sujets ou c'était simplement les opportunités qui se présentaient ?

O. G. : Une fois que j'ai fait ma maîtrise, j'ai continué en thèse en histoire de l'Afrique ; peut-être n'ai-je pas été assez courageuse pour changer

13. Professeur d'anthropologie à l'université de Francfort depuis 2004. Sa thèse, soutenue en 1985 (Diawara, 1985), a été publiée en 1990 (Diawara, 1990).

14. Je me souviens notamment de la rencontre improbable avec Adrian Adams (1945-2000), anthropologue écossaise, qui avait épousé un paysan d'un village au bord du fleuve Sénégal (Adams, 1977).

totallement de domaine comme d'autres le font. Moi, j'ai suivi un sillon et j'y suis restée même si j'ai changé de pays et de thématique. J'avais cette conviction qu'on ne peut pas faire d'histoire de l'Afrique sans avoir une connaissance plus globale, plus générale du continent. Cela a peut-être aussi été renforcé par le fait qu'après ma maîtrise, j'ai travaillé sur la Guinée, et que circuler en Guinée était beaucoup plus compliqué, voire parfois impossible. Donc je suis allée ailleurs. Je n'ai jamais vécu en Afrique, contrairement à d'autres collègues qui ont un « terrain » et qui y restent longtemps, mais j'ai une conscience vraiment globale du continent. Je suis allée en Afrique du Sud grâce à un colloque, en Éthiopie également, plus récemment j'ai fait plusieurs séjours en Côte d'Ivoire. Et je suis frappée par les discours de certains collègues, mais aussi de beaucoup d'Africains, qui généralisent ce qu'ils connaissent d'un pays ou d'une culture et pensent valable à l'échelle de tout le continent. Dans mes cours, cette connaissance globale a été extrêmement utile. Je prends un exemple qui m'avait beaucoup frappée : je connaissais déjà bien l'Afrique de l'Ouest quand je me suis rendue en Tanzanie et à Zanzibar. Or, à Zanzibar j'ai constaté que les marchés étaient entièrement masculins, autant vendeurs qu'acheteurs, et ce fut un choc ! Il n'y avait pas de femmes, en tout cas à l'époque en 1977.

C. P. : Il est frappant de voir que tu ne restes pas dans les pays uniquement francophones ou de l'ex-empire français. Tu avais envie d'aller voir des pays anglophones ?

O. G. : J'ai été tournée vers l'anglophonie assez tôt, parce que j'aime cette langue depuis longtemps. J'ai eu une professeure au lycée qui m'a beaucoup marquée. Et dans le chantier fait au Sénégal en 1975, j'ai rencontré des Britanniques avec lesquels je suis toujours amie quarante ans plus tard, et chez lesquels j'allais régulièrement. Et du coup j'allais à la SOAS (School of African and Oriental Studies, université de Londres) pour aller en bibliothèque ou prendre contact avec des enseignants ; après, quand je travaillais sur la Sierra Leone, c'était important et j'allais notamment à Birmingham aux rencontres historiques sur ce pays. Cependant, le comparatisme entre la Guinée et la Sierra Leone m'a été suggéré par Catherine Coquery-Vidrovitch, qui m'a tout de suite convaincue.

C. P. : Après avoir travaillé, assez seule, en maîtrise, tu fais ta thèse sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch. Ta thèse de troisième cycle porte sur les réseaux de commerce en Guinée ; dans ta thèse d'État tu établis une comparaison entre Conakry et Freetown à l'époque coloniale. Comment se passent tes premiers séjours en Guinée puis en Sierra Leone ? La Guinée, en particulier, est un pays où l'on peut tout juste se rendre en 1977, la réconciliation franco-guinéenne n'étant intervenue qu'en 1975...

O. G. : Le choix de la Guinée était tout à fait rationnel, recommandé par Catherine Coquery-Vidrovitch qui avait attiré mon attention sur le fait que peu de recherches étaient menées en France sur ce pays. Je commence donc à travailler dans les archives tout à fait normalement en France à partir de 1977. Puis, en 1979, j'ai la possibilité, avec un financement du ministère, d'aller en Guinée. J'ai donc déjà accumulé beaucoup d'informations mais je voulais voir les archives guinéennes. Donc mon séjour est organisé, vraiment comme la première chercheuse française à aller en Guinée ; je n'étais pas bien vieille à l'époque, 25 ans.

Ce qui m'a d'emblée frappée, c'est la différence d'atmosphère entre la Guinée et les autres pays ouest-africains que j'avais visités. D'abord, comme il n'y a pas vraiment l'habitude d'accueillir des chercheurs étrangers, j'ai été accueillie par l'ambassadeur André Lewin¹⁵ et logée dans la résidence avec l'ambassadeur, le premier conseiller et son épouse... Une belle villa en bord de mer avec un jardin, où circulait une gazelle ou antilope... quelque chose d'un peu surréel, par rapport au reste de la ville. Et puis en termes de contact, on voyait très bien que les gens n'avaient pas envie d'être vus avec une Occidentale, peut-être plus spécifiquement avec une Française. Les relations n'étaient pas faciles, pas de discussion dans la rue ou ailleurs. La méfiance régnait et bien sûr on ne pouvait pas prendre de photo. J'ai consulté alors les archives, extrêmement riches sur la période coloniale, dans les anciens bâtiments de l'IFAN et les mémoires soutenus à l'IPGAN dans les années 1970, conservés à la Bibliothèque nationale. Une anecdote pour les archives : j'avais un ange gardien ou du moins je l'appelle comme ça. C'était quelqu'un qui m'accompagnait et qui restait assis à côté de moi tout le temps que je consultais les archives. Je me souviens qu'il feuilletait

15. André Lewin (1934-2012) était ambassadeur de France en Guinée de 1975 à 1979.

un vieux *Paris Match* et il a dû feuilleter le même tout le long de mon séjour... Cela illustre le climat de surveillance...

C. P. : Quand retournes-tu ensuite en Guinée ?

O. G. : J'y retourne en 1984. Et là j'ai retrouvé mon carnet de notes. Sékou Touré est mort et enterré fin mars. Moi j'y vais en juillet 1984, donc peu de temps après. Et ce que je note effectivement dans mon carnet, c'est ce changement énorme d'atmosphère. Là, je vois un pays où les gens ont envie de parler, de discuter ; ils discutent manifestement beaucoup entre eux. Par exemple, des conversations dans les taxis collectifs, quand c'est en français, permettent de savoir de quoi ils parlent, mais sinon on sent que les gens dans leur propre langue discutent, que c'est animé... J'avais soutenu ma thèse de 3^e cycle en 1981. J'étais dans un entre-deux pour la recherche ; je suis allée aux archives mais enfin ce n'était pas ma préoccupation principale, car je venais surtout voir le pays et donc j'ai beaucoup circulé à l'intérieur du pays, vers Kankan et Labé.

C. P. : Les gens te parlaient du changement de régime ?

O. G. : Je n'ai pas noté de conversation politique. On est encore dans une période de transition... Les militaires ont pris le pouvoir début avril, le régime reste très marqué par Sékou Touré. Par exemple, une chose qui m'a frappée : prendre des photos... En 1979 je n'en parle même pas. C'est quelque chose d'extrêmement dangereux. Mais en 1984, dès que vous sortez un appareil de photo pour prendre une maison ou quelque chose qui ne semble pas compromettant, les gens réagissent négativement, vous interpellent : « Vous n'avez pas le droit, je vais appeler la police... » Tout de suite, c'est vraiment ce climat de surveillance... C'est lors d'un autre séjour plus tard, que j'ai fait vraiment une déambulation dans la ville avec Émile Tompapa¹⁶, munie d'une autorisation, pour prendre les photos de tous les bâtiments qui m'intéressaient.

16. Journaliste, il avait travaillé pour la *Voix de la Révolution* et restait actif dans le domaine de la radio et de la culture. Circuler dans Conakry avec lui était donc une garantie.

C. P. : As-tu circulé entre Conakry et Freetown dans un même séjour ?

O. G. : Non, non. Je suis allée à Freetown en 1990. J'y suis allée une seule fois, de manière aussi limitée parce que j'ai laissé ma fille Madeleine en France, ne connaissant pas le pays encore. J'en ai un souvenir un peu déprimant car l'université est sur la colline très loin et pour venir au centre il fallait prendre un taxi sans être sûre d'en retrouver un pour revenir parce que personne ne voulait t'emmener le soir là-haut, sur la colline. Donc c'était archives, archives et, le soir, résidence universitaire là-haut. Par contre, les week-ends, j'ai beaucoup circulé dans la ville et je me suis imprégnée de l'atmosphère. Je connaissais les bâtiments par les photographies et les livres. Je suis allée par exemple à des services religieux, notamment à la cathédrale anglicane St Georges, parce que c'est là qu'on voit les cultures, les différences de dénomination religieuse et de statut social ; je suis allée au théâtre aussi, ce qui représentait la culture de l'élite krio. C'était un séjour fondamental parce que les archives étaient riches et puis, comme je l'ai dit au début de l'entretien, il faut sentir un pays, une société, avoir des impressions, humer, on ne peut pas travailler sur une période ou un pays sans cela... quoique les médiévistes fassent bien ça.

Après cela, la guerre civile démarre relativement vite, en 1991, et je n'y suis pas retournée. J'ai continué à travailler sur la Sierra Leone au XIX^e siècle mais plutôt récemment et plutôt livresquement. La guerre a aussi créé une rupture dans le personnel universitaire : tous sont partis soit vers la Grande-Bretagne, soit vers les États-Unis, et ils ne sont pas revenus. Il y avait un excellent historien de Sierra Leone, Akintola Wyse (Wyse, 1989), mais qui est décédé jeune.

C. P. : À partir de quel moment prends-tu conscience de la trajectoire postcoloniale particulière de la Guinée ? Par tes rencontres ? Même si tu dis avoir déjà conscience d'une spécificité guinéenne, et même si ce n'est pas ton objet d'étude puisque tu travailles sur la ville à l'époque coloniale. À quel moment se fait un déclic sur l'histoire postcoloniale ?

O. G. : Le déclic est déjà là dans le sens où il y a une atmosphère différente. Donc, il y avait bien quelque chose de fondamental qui caractérisait ce pays. Mais il y avait aussi l'héritage de la dictature. Il y avait un manque d'informations, qui s'est perpétué de longues années. Certains collègues s'en plaignaient alors : « pas de librairie,

pas de journaux, pas de revues scientifiques. Il n'y a qu'*Horoya*¹⁷ à lire», m'écrivait l'un d'entre eux en 1985. Cet héritage se sentait aussi dans une certaine réticence des collègues au partage ou au dialogue. Je pense que c'est parce qu'en Guinée ils ont été marqués, et ils le restent, par cette mentalité de surveillance réciproque, de rivalités entre eux aussi.

Je sais que la situation des enseignants en Guinée est compliquée et je pense vraiment que ce qu'on a appelé le « complot des enseignants » en 1961 a cassé quelque chose. Cet événement a dégradé la condition d'enseignant et a détruit le rapport de confiance entre les professeurs dont on se méfiait, et les étudiants qui devaient les dénoncer et surveiller ce qu'ils disaient. C'est dit clairement par Sékou Touré ; et puis ensuite, après 1984, il y a la difficulté des conditions matérielles, les salaires qui sont bas... J'en suis très consciente. Je considère qu'une génération d'historiens dans les années 1990 a produit des thèses très intéressantes sur la Guinée à l'époque coloniale, comme Ismaël Barry¹⁸, Facinet Béavogui ou Mamadou Dian Chérif Diallo¹⁹, et bien sûr, avant eux, Djibril Tamsir Niane²⁰ sur l'histoire du Mandé, avec tout un volet de son travail consacré également à la rédaction de manuels. On peut citer aussi Maladho Siddy Baldé²¹ ou Gilbert Iffono, qui a fait sa thèse plus tard, en 2010, et est toujours actif²². Malgré les difficultés, certains chercheurs sont aussi parvenus à créer des liens internationaux, à les développer, et à obtenir des financements, à faire connaître leurs publications. Je pense aux Guinéens qui ont développé des recherches avec les États-Unis sur tout ce qui concerne l'esclavage, et notamment les forts du Rio Pongo... Mais quand je constate les conditions générales dans lesquelles ont été formées les nouvelles générations, je ressens une espèce de frustration mais aussi de tristesse. Et je constate aussi à regret que l'histoire de la Guinée est beaucoup faite à l'extérieur, par des Guinéens à l'étranger, par des Européens ou par des Américains²³.

17. Journal officiel et seul autorisé de la Guinée. Une parution sous la forme d'un magazine, *Horoya Hebdo*, existait également.

18. Auteur d'une thèse soutenue en 1992, publiée en 1997 (Barry, 1992, 1997).

19. Auteur d'une thèse soutenue sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch (Diallo, 1998), publiée en 2005 (Diallo, 2005).

20. Djibril Tamsir Niane (1932-2021), historien et écrivain guinéen, spécialiste de l'histoire du Mandé.

21. Professeur d'histoire à l'université de Sonfonia, Conakry. Ses recherches portent sur les royaumes théocratiques face à la colonisation et sur la traite atlantique le long des côtes guinéennes.

22. Auteur d'une thèse sous la direction d'Elikia M'Bokolo (Iffono, 2010). Enseignant au département d'histoire, il a également occupé des postes politiques.

23. Parmi les chercheurs américains, on peut mentionner Michael McGovern, Emily Lynn Osborn, Elisabeth Schmidt, Jay Straker ou John Straussberger.

C. P. : La rencontre avec Nadine Barry²⁴ a-t-elle joué également dans cette prise de conscience ?

O. G. : Tu as raison aussi d'évoquer Nadine que j'ai connue en 1989 à Strasbourg. À vrai dire, c'est elle qui m'a cherchée. Elle a su que quelqu'un avait été nommé à l'université sur l'Afrique et elle a pris contact avec moi aussi parce qu'elle avait vu que je travaillais sur la Guinée. C'est une femme fantastique, qui s'était installée à Conakry avec son mari guinéen en 1964 puis a subi les violences politiques du régime de Sékou Touré. Son mari est mort, torturé alors qu'il essayait de quitter le pays pour la rejoindre avec ses enfants, en 1972. Elle a déployé une énergie incroyable, dès son ouvrage *Grain de sable*, qui est magnifique, mais aussi par la suite, pour savoir ce qu'il était advenu de son mari, pour faire connaître cette histoire et entretenir la mémoire des victimes. Elle n'a pas été la seule puisqu'il y a d'autres Guinéens qui vont jouer un rôle dans cette association des disparus et des rescapés du Camp Boiro. Mais elle a joué un rôle moteur parce que de l'intérieur du pays, c'était très compliqué ; ça n'a été possible que peu à peu et donc elle a fait un travail admirable et qu'il faut poursuivre. À Strasbourg, elle avait fondé une association, Guinée-Solidarité, où j'ai travaillé avec elle. Là tu discutes, tu apprends plein de choses parce qu'elle intégrait au maximum les étudiants guinéens qui étaient à Strasbourg, de plus en plus nombreux au fil du temps. Puis elle a pris sa retraite à Conakry et sa maison de Kipé était un lieu de rencontres et de discussions car elle était extrêmement ouverte. C'est grâce à elle que j'ai connu plein de gens fantastiques comme Thierno Mouctar Bah, qui est décédé trop tôt et dont elle a recueilli la mémoire dans *Les Cailloux de la mémoire* (Bari, 2003), M. Niang, cinéphile, Abbas Bah, qui fut président de l'Association des victimes du camp Boiro (AVCB), le cinéaste Moussa Kemoko Diakité et tant d'autres... Donc elle a été très importante dans ma prise de conscience, ça c'est sûr, mais aussi dans l'entregent, son rôle d'intermédiaire. Dans tous les domaines : les domaines religieux, comme le couvent de Friguiagbé, le Fouta-Djalou où elle a une maison, des dispensaires...

24. Connue en Guinée pour ses combats en tant que femme de disparu, Nadine Barry raconte son histoire dans plusieurs livres (Bari, 1983). L'auteure signe ses livres sous le nom de Nadine Bari.

C. P. : Après 1984, à quel rythme te rends-tu en Guinée ? Dans quels projets universitaires et scientifiques t'es-tu investie ?

O. G. : Après 1984, Lansana Conté s'installe et ça dure longtemps (Goerg, 2006). Je ne suis pas allée en Guinée dans les années 1990, pour des raisons personnelles notamment, mais tous les ans pratiquement au début des années 2000²⁵, dans un contexte où la situation politique s'ouvrait, où les choses étaient plus détendues. Je logeais alors chez Nadine Barry. Il y a des collègues historiens comme Ismaël Barry que j'ai vu chaque fois que j'y suis allée. Il y avait aussi le sociologue Bella Baldé, syndicaliste, que j'ai rencontré à plusieurs reprises lors de mes séjours, mais décédé tôt malheureusement.

Je suis aussi allée plusieurs fois dans le cadre de la formation de master que la France avait financée sous l'égide de l'université de Toulouse. Sophie Dulucq²⁶, responsable du volet « histoire », m'avait demandé de faire des cours, notamment en 2008. Les étudiants ont eu l'air intéressé mais j'ai ressenti une certaine frustration de ne pas savoir comment les graines ainsi semées ont pu pousser par la suite, comment cela s'est traduit concrètement dans la durée...

Après, c'est suivant les opportunités... Par exemple, en 2015, j'ai été invitée à un festival autour du cinéma. Bien sûr, là, c'était important pour moi et puis, en 2020, avec Safiatou Diallo²⁷ qui m'a invitée dans le cadre du Centre d'innovation et de recherche pour le développement (CIRD), qu'elle avait créé, et où je m'implique depuis. Là, je retrouve le plaisir de rencontrer des gens, de diverses générations.

C. P. : Revenons aux années de formation et à ton parcours universitaire en France. À quel moment as-tu eu le sentiment d'intégrer un collectif en études africaines ? Dès le doctorat ? Quels sont les différents réseaux dans lesquels tu as pu t'insérer, puisque tu dis que c'est un élément essentiel de ton désir de travailler en tant qu'historienne de l'Afrique ?

25. Des séjours, plus ou moins longs, en Guinée en : 1979, 1984, 1987, 1989, 2001, 2002, 2003, 2005, 2008, 2012, 2015, 2020, 2022 et 2023.

26. Professeure d'histoire à l'université Toulouse-Jean Jaurès. HDR soutenue en 2005, publiée chez Karthala en 2009 (Dulucq, 2009).

27. Autrice d'une thèse soutenue sous la direction d'Odile Goerg (Diallo, 2020), publiée en 2021 (Diallo, 2021, prix Paul Bourdaries de l'Académie des sciences d'outre-mer, 2022).

O. G. : Le tournant a eu lieu quand j'ai changé d'université, quand je quitte Paris 1 pour Paris 7. Je ne connaissais pas bien Paris 7, je suis provinciale. Je suis venue à Paris parce que j'ai intégré l'ENS. Normienne, on n'avait pas le choix pour la licence (L3) parce qu'il y avait des accords entre l'ENS de Fontenay et la Sorbonne. Mais, vu que le type d'histoire que je voulais faire ne correspondait pas aux enseignements donnés à Paris 1, où c'était plutôt l'histoire moderne ou ancienne, l'accent sur les sources orales, j'ai cherché autre chose. Je ne sais plus d'ailleurs comment j'ai eu le contact avec Catherine Coquery-Vidrovitch et avec Paris 7, mais j'imagine que les informations circulaient... J'ai donc changé d'université. À Paris 7, j'ai été d'emblée intégrée dans un ensemble mêlé d'étudiants et d'enseignants. C'est une très grande qualité de Catherine Coquery-Vidrovitch et des collègues autour d'elle, et quelque chose que je partage avec elle. Et rapidement, pas au cours de la thèse de 3^e cycle mais après l'agrégation et la thèse de 3^e cycle, elle pouvait proposer ton nom pour écrire un article. Par exemple, mon premier article dans le *Journal of African History* (Goerg, 1980), qui est un journal difficile d'accès (peut-être moins à l'époque que maintenant tout de même), c'est par l'entregent de Catherine Coquery-Vidrovitch qu'il a pu paraître, ça c'est sûr. Hélène d'Almeida-Topor²⁸ était dans ce groupe. Elle enseignait à Paris 12 mais comme il n'y avait pas d'histoire de l'Afrique, elle s'était rattachée à Paris 7 pour les recherches. J'ai tout de suite accroché avec Hélène d'Almeida-Topor avec laquelle nous avons beaucoup partagé, des projets de recherche ou des voyages ; je me rappelle un séjour à Londres en 1985 où l'on allait donner une conférence ensemble. Catherine Coquery-Vidrovitch a toujours rapidement intégré ses bons jeunes docteurs dans les réseaux, et je ne suis pas la seule bien évidemment à en avoir profité. Il y avait aussi les réseaux entre Paris 7 et l'université de Bayreuth (Allemagne), auxquels participaient Hélène d'Almeida-Topor et une collègue littéraire Denise Brahimi²⁹ en relation avec János Riesz, professeur de littérature africaine francophone à Bayreuth, qui a aussi ouvert d'autres perspectives.

28. Hélène d'Almeida-Topor (1932-2020), professeure d'histoire à l'université Paris 1. Sa thèse d'État soutenue en 1987 a été publiée en 1995 (Almeida-Topor, 1995).

29. MCF à l'université Paris 7, elle enseignait la littérature comparée.

C. P. : C'est aussi au SEDET que tu as pu rencontrer des étudiants africains, rencontres que tu as pu ensuite remobiliser une fois que tu étais enseignante et que tu as eu des partenariats avec d'autres universités ?

O. G. : Absolument. Il y avait Boureima Alpha Gado, Sylvain Coovi Anignikin, Moussa Willy Bantenga, Adrien Ndiouga Benga, Bellarmin Coffi Codo, Mamadou Diouf, Michel Goeh-Akué, Mohamed Mbodj, Constant-Félix Pambo-Loueya, Claude Sissao, Sébastien Sotindjo, Ibrahima Thioub³⁰... J'ai côtoyé ces premières générations d'Africains qui, parfois, venaient faire leur thèse en décalé par rapport à moi, alors qu'ils avaient déjà la trentaine... tandis que moi j'avais suivi la filière de formation sans interruption. Donc bien sûr, tous ces doctorants, à Paris 7 ou Paris 1 qui collaboraient, étaient fondamentaux dans les séminaires, et nous discussions beaucoup. Il y avait aussi Chantal Rondeau (Rondeau, 1980) du Québec, des Français comme Monique Lakroum, Sophie Dulucq, Pierre Boilley³¹ et tant d'autres. C'était l'époque où l'université de Dakar n'avait pas encore d'école doctorale, les autres universités encore moins... et où ces étudiants venaient en France et restaient plusieurs années (Coquery-Vidrovitch, 2021). Ce n'était pas des bourses en alternance comme on le fait actuellement. Et j'en ai sûrement oublié, je me souviens surtout de ceux qui ont fait une carrière universitaire et avec lesquels le SEDET restait en contact. Un peu plus tard, il y a eu Issiaka Mandé aussi qui jouait le rôle d'interface et que je connaissais bien également (Mandé, 1997).

C. P. : En 1989, tu es élue à l'université de Strasbourg. Comment t'es-tu alors insérée dans des réseaux de recherche, avec des collègues ne travaillant pas nécessairement sur l'Afrique ?

O. G. : Je voudrais préciser que même en étant à Paris, une fois que j'enseignais dans le secondaire³², et puis après la naissance de ma fille

30. Cités ici par ordre alphabétique. Thèses dirigées par Catherine Coquery-Vidrovitch à Paris 7, chronologiquement : Mbodj, 1978 ; Codo, 1978 ; Anignikin, 1980, 2014 ; Pambo-Loueya, 1980 ; Alpha Gado, 1988, 1993 ; Thioub, 1989 ; Goeh-Akué, 1992 ; Sissao, 1992 ; Sotindjo, 1995, 2010 ; Benga, 1995. Thèses dirigées à Paris 1 : Diouf, 1980, 1990 (sous la direction d'Yves Person) ; Bantenga, 1988 (sous la direction de Jean-Claude Perrot).

31. Tous trois historiens de l'Afrique, ayant rédigé leur thèse sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch (Lakroum, 1987 ; Dulucq, 1992 ; Boilley, 1994).

32. À Caen, puis à Provins et ensuite à Roissy-en-Brie, tout en habitant à Paris.

en 1986 et comme mère célibataire, aller à des séminaires, participer à la préparation des colloques... c'était assez compliqué ! J'ai demandé une délégation au CNRS pendant deux ans, puis j'ai été élue maîtresse de conférences à Strasbourg. Là-bas, Jean-Luc Pinol, élu la même année que moi, a créé un centre de recherches historiques sur la ville (cf. *supra*). Et comme je travaillais pour ma thèse d'État sur les villes, j'y ai participé tout de suite. C'était vraiment un lieu où on discutait, où il y avait des séminaires variés. Et puis deuxième chose fondamentale, parce que franchement ce n'était pas vrai de tous les collègues et ça ne l'est toujours pas... il intégrait de manière évidente l'Afrique, il n'y avait pas de problème ! Il était ouvert et j'ai pu présenter des interventions. En 1994, la deuxième conférence internationale d'histoire urbaine s'est tenue à Strasbourg et j'ai pu organiser un atelier sur les municipalités coloniales, avec des collègues travaillant sur l'Afrique.

Et quand il a lancé le projet d'Histoire de l'Europe urbaine, il a trouvé normal d'intégrer « La ville européenne outre-mer », partie que j'ai co-rédigée avec Xavier Huetz de Lempis qui traitait de l'empire espagnol. Donc les collègues étaient, dans l'ensemble, ouverts et j'ai eu un cours de L3 en histoire de l'Afrique que les étudiants adoraient... Enfin, où ils s'inscrivaient en nombre parce que s'ouvrir sur le monde était important pour eux. Et au même moment, il y avait Jean-Louis Margolin qui enseignait l'histoire de l'Asie, mais il n'est pas resté très longtemps à Strasbourg, il est allé ensuite à Aix-en-Provence (Margolin, 1989). Donc il y avait la possibilité de suivre des cours sur l'Afrique et sur l'Asie, cela circulait entre ces mondes et, pour les étudiants, ça a été une bouffée d'air. Mais quand je suis partie, ces cours ont disparu.

Et sur le collectif à Strasbourg, il faut citer également le groupe collectif qu'a initié Pierre Haffner et que j'ai évoqué avant, le GERAS. Il avait vécu au Congo puis au Mali ; il était philosophe de formation et aussi en études cinématographiques, ce qui était son poste. Et il avait créé cette unité, où on se retrouvait, ce qu'on appellerait maintenant des études africaines, pluridisciplinaires. Il y avait Pierre Erny³³ par exemple, ethnologue, des littéraires, Jean-Luc Piermay³⁴, géographe, Brigitte Dodu, littéraire... Un peu plus tard participait Aggée Lomo

33. Pierre Erny (1933-2020) a enseigné à divers titres au Burkina Faso, au Congo-Zaïre et au Rwanda. Maître-assistant de Dominique Zahan à Strasbourg de 1965 à 1970, puis comme MCF et PU de 1976 à 2000.

34. Il a enseigné au Congo-Zaïre et en Centrafrique, avant de rejoindre l'université française à Nancy en 1981, puis à Strasbourg de 1990 à 2013.

Myazhiom aussi qui a fait sa thèse en 1996 en co-direction avec moi et Françoise Dunand, professeure d'histoire des religions, sur le mariage, les chrétiens et la colonisation au Cameroun (Lomo Myazhiom, 2001a, 2001b). Il a maintenant un poste en STAPS à Strasbourg. Ce groupe a été un lieu d'échange pour nous ; on avait alors une petite publication qui s'appelait *Dilonga*³⁵ et puis des journées de recherches où on se retrouvait. Mais au-delà de ça, il n'y avait pas de public vraiment. À Strasbourg, comme il y a des facultés de théologie, il y avait beaucoup d'étudiants africains, d'Afrique centrale notamment, mais il n'y avait pas forcément de lien avec eux. Malheureusement à l'époque je ne m'intéressais pas trop au cinéma. Or, Pierre Haffner est décédé jeune et donc je n'ai pas échangé avec lui sur ce qui deviendra mon centre d'intérêt plus tard mais, grâce à lui, j'ai quand même vu des films peu connus et il m'a ouvert à des interrogations qui m'ont été utiles après. Mais je ne savais pas alors que j'en ferais quelque chose après. Ça c'est aussi un regret, mais surtout le regret de son décès à 57 ans, car c'était un ami, un être humain de valeur.

Par la suite, j'ai aussi eu une ouverture vers les États-Unis et là je suis allée assez régulièrement aux rencontres de l'African Studies Association, ce qui m'a ouvert vers d'autres possibilités.

C. P. : Pour quelles raisons as-tu ensuite souhaité devenir professeure à Paris 7 ?

O. G. : Quand le poste s'est ouvert à Paris 7, c'est-à-dire quand Catherine Coquery-Vidrovitch a pris sa retraite en 2000-2001, c'était une opportunité pour moi d'avoir un poste où je pourrais développer l'histoire de l'Afrique. À Strasbourg, j'ai dirigé beaucoup de mémoires de maîtrise qui portaient sur les liens entre l'Alsace et l'Afrique, à travers les missionnaires par exemple. Beaucoup de choses également sur la presse ou la publicité. Mais au bout de quinze ans, cela devenait frustrant puisque les archives coloniales étaient à Paris, puis à Aix ou ailleurs, donc ce n'était pas facile... Ma situation personnelle était un peu compliquée puisqu'à l'époque j'avais un deuxième enfant, pas en tant que mère célibataire mais avec un père qui était l'essentiel du temps aux États-Unis, donc concrètement j'étais responsable des deux enfants. Et donc, envisager d'enseigner à Paris était compliqué,

35. *Dilonga* veut dire «étude» en tshiluba, Pierre Haffner ayant vécu au Congo.

surtout que je ne pensais pas trop à déménager car ma fille était en lycée et y était bien. Donc ça a été une décision lourde mais en même temps, on connaît tous la conjoncture des postes d'histoire de l'Afrique, il y en a tous les 107 ans et donc si je n'avais pas postulé à celui-là, je ne crois pas que j'en aurais eu un. Le suivant était plus de dix ans après et là, la question de l'âge aurait joué contre moi ; elle joue d'autant plus maintenant dans les recrutements qu'on ne sait pas si les postes vont être renouvelés... Je me souviens avoir eu deux années de déprime, alors que moi je suis plutôt positive, battante.

C. P. : J'aimerais qu'on en vienne maintenant à l'enchaînement des objets auxquels tu t'es intéressée. Tu es passée de l'histoire économique et des réseaux commerciaux à l'histoire des villes, puis l'histoire des loisirs et, enfin, du cinéma comme pratique. On peut y ajouter une réflexion sur les catégories, les identités, les représentations – c'est-à-dire le questionnement constant sur ce qui semble aller de soi mais est en fait le fruit de constructions historiques. Pourrais-tu revenir sur ces inflexions ?

O. G. : Le passage de la Guinée globale à Conakry-Freetown, c'est sûrement la volonté de sortir d'un objet trop vaste, trop général dont j'ai pris conscience en travaillant. C'était peut-être naïf d'ailleurs de travailler à l'échelle de la Guinée et donc centrer sur un objet plus précis s'imposait et là aussi, certainement, sous l'influence de Catherine Coquery-Vidrovitch, qui à l'époque travaillait et faisait travailler sur les villes. Et donc j'ai été vraiment intéressée par cette approche comparative des deux villes, ce qui m'a permis de voir progressivement qu'il y a des événements qui se déroulent dans les villes mais qui ne sont pas étudiés ou qui sont très peu visibles dans les archives, à savoir tout ce qui concerne les loisirs. Lorsque j'ai été nommée à l'Institut universitaire de France, en 1994, j'avais un projet autour des fêtes urbaines, portant sur les quatre périodes et incluant l'Afrique. Donc cette idée de fêtes urbaines est quelque chose qui venait de moi et je pense que c'était aussi une volonté de me distancier des objets de recherche étudiés par Catherine Coquery-Vidrovitch. C'est très bien d'avoir une mentor comme elle mais il faut s'affirmer indépendamment. Donc la dimension « fête » est présente depuis 1994 et le livre *Fêtes urbaines en Afrique. Espaces, identités et pouvoirs*, publié en 1999, a marqué cette thématique et a été mis en ligne sur Cairn en 2018.

Le passage vers le cinéma, c'est sûrement l'influence de Pierre Haffner quelque part, et puis la conscience que ce loisir, important, n'avait pas été étudié. J'ai participé à divers colloques dans des pays anglophones notamment et constaté qu'il y a des objets de recherche qui ne sont pas analysés, même le cinéma l'était fort peu. Donc l'envie d'avoir un objet spécifique, original (Goerg, 2015). Mais parallèlement, et effectivement comme tu le soulignes, le fait de devoir enseigner, d'être pédagogue, pousse à préciser les concepts : par exemple comment enseigner la diversité des cultures, des groupes dits « ethnies », terme que je critique, à des gens qui débutent en histoire de l'Afrique ? On est bien obligé de se poser la question : qu'est-ce que c'est comme objet ? Que veut-on dire par là ? Donc ça fait longtemps qu'effectivement j'ai travaillé, pas seulement sur la notion d'ethnie, mais aussi sur la notion d'Afrique noire. Quand j'ai été élue à Paris 7, en 2001, une des premières choses que j'ai proposées, c'est d'enlever le nom d'Afrique « noire » au groupe de recherches qui était le nôtre. Cela implique de recréer le processus mental par lequel cette catégorie à prétention scientifique, sur base géographique, spatiale, mais notamment chromatique a été mise en avant. Sans trop savoir comment le nommer autrement, d'ailleurs, mais en étant au moins conscient de la portée des termes. Ces interrogations sur les catégorisations sont à replacer dans le contexte scientifique des années 1980, avec la publication de deux grands livres en France, édités par Elikia M'Bokolo et Jean-Loup Amselle et puis par Gérard Prunier et Jean-Pierre Chrétien, qui proposaient des analyses critiques du terme d'ethnie (Amselle et M'Bokolo, 1985 ; Chrétien et Prunier, 1989). Et bien sûr la catégorie de genre rentre aussi dans cette réflexion.

C. P. : C'est cette même démarche qui t'a conduite à interroger l'idée que la Guinée est organisée en quatre régions naturelles, dans un article lumineux où tu retraces et questionnes l'histoire notamment coloniale de cette quadripartition (Goerg, 2011). Comment articulerais-tu ces démarches et ton approche de l'histoire par le genre ?

O. G. : Effectivement, dans cet article, j'étudiais la genèse de la quadripartition pour arriver à l'instrumentalisation politique contemporaine, à l'ethnisation du politique, qui n'est pas propre à la Guinée. C'était cela qui me semblait extrêmement important. Interroger la catégorie de genre renvoie à la même démarche, ici nourrie par ce que je

peux appeler mon féminisme ancien, depuis ma jeune vingtaine³⁶. Elle implique de questionner ce que veut dire être homme ou être femme, dans une société donnée, et donc s'intéresser au processus, au devenir. Je voudrais d'ailleurs insister ici sur le fait qu'en France, à l'époque, il était très difficile de se faire accepter comme historien ou historienne de l'Afrique et, en plus, de se mettre en avant comme femme travaillant sur les femmes. Vous étiez doublement marginalisées. Actuellement on est dans une atmosphère différente. Franchement, dans les années 1980-90, c'était mal vu, c'était « militant »... Je n'ai donc pas fait d'étude spécifique sur les femmes ou les hommes, mais j'ai intégré la perspective de genre dans mes cours. Elle devrait être intégrée dans toutes les analyses comme les classes sociales ou les origines. Cette interrogation est effectivement transversale et je pense que, comme je l'ai dit au début, le fait d'enseigner y oblige ; il faut définir ses objets de manière encore plus précise, pédagogique, à des gens qui n'ont pas forcément fait de l'histoire de l'Afrique ou n'ont pas réfléchi aux concepts.

C. P. : Revenons au cinéma. Y a-t-il eu des dimensions plus personnelles dans le choix de cet objet ? Tu aimais ce média ?

O. G. : Ah j'aime beaucoup le cinéma. J'ai été introduite au cinéma par le ciné-club paroissial, ce que je trouve assez paradoxal parce qu'on ne sortait pas beaucoup mais on avait le droit d'aller à ce ciné-club à treize, quatorze ans, au bout de la rue. Et c'est là que j'ai connu les expressionnistes allemands : *Nosferatu* de Murnau, les films de Fritz Lang, sûrement d'autres aussi... Sans avoir une culture cinématographique très poussée, j'allais beaucoup au cinéma comme lycéenne ou étudiante. J'avais aussi compris que c'est un loisir qui joue un rôle très important pendant la colonisation et après, surtout dans les villes bien sûr. Mon regret est que pendant mes premiers séjours, je n'ai pas photographié les vieux cinémas alors qu'ils étaient en train de disparaître, ou que je n'ai pas assisté à des séances sur place. Parce que ce n'était pas un objet particulier pour moi à l'époque. Quand j'ai fait cette déambulation

36. Voir dans ce volume Sara Panata et Ophélie Rillon, « Sous l'histoire de l'Afrique, le genre. Entretien avec Odile Goerg ». Une version longue de cet entretien est parue sous le même titre en juillet 2024 dans la *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.entretien01>.

dans Conakry avec Émile Tompapa au milieu des années 1980, les cinémas n'étaient pas inclus dans les bâtiments à photographier. Pour lui aussi, s'arrêter devant un cinéma, ça ne représentait aucun intérêt. J'y suis attentive depuis les années 2000 au moins, mais une bonne partie de ce patrimoine a disparu ou a été défigurée. Il y a des exceptions. De même pour l'habitat sierra-léonais dont j'ai pris conscience après coup, qui avait une particularité dans le quartier de Boulbinet, près de l'église anglicane : on ne rentre pas directement dans la cour, il y a une espèce de sas entre l'intérieur et l'extérieur ; c'est un peu par hasard que j'ai vu cela dans les années 1990 quand j'ai enquêté auprès de cette communauté, dans le contexte de la guerre civile et de l'afflux de réfugiés. Et là aussi cela disparaît : ces maisons anciennes sont en rez-de-chaussée, or, avec la pression foncière, la ville se verticalise et on a déjà détruit d'anciennes villas coloniales, la cité du chemin de fer ou de l'habitat moins aisé. La pression s'accroît...

C. P. : Une des dernières manifestations scientifiques que tu as organisées en tant que professeure des universités à Paris 7 portait sur les « nœuds de l'histoire », envisagés à partir de différents terrains et thématiques. Quels sont les nœuds de l'histoire auxquels tu as été confrontée ou s'il y a des nœuds dans ton histoire de recherche, quels seraient-ils ? T'ont-ils servi d'appui ou au contraire ne sont-ils pas passés ?

O. G. : En posant cette question, je pense que tu pointes vraiment le fait que ce thème, les « nœuds de l'histoire », est l'aboutissement des années de recherche en Guinée, c'est-à-dire que c'est vraiment venu de cette conscience de certains blocages en Guinée, qui pèsent sur les Guinéens et les chercheurs plus généralement. Je n'ai pas réussi à les dépasser ou à les faire dépasser, sauf individuellement bien sûr : des problématiques ou des approches communes, des discussions de fond sur notre discipline, des interrogations sur les décennies suivant l'indépendance... J'en arrive, après nombre d'années, à me dire que ça ne tient pas à moi spécifiquement et j'en discute avec des collègues qui ont la même expérience. Cela tient à une complexité d'éléments internes, dont l'héritage de Sékou Touré, ou à des éléments d'ordre politico-culturel, mais aussi à la façon dont l'histoire du pays est enseignée ou transmise au quotidien, que ce soit la question des esclaves dans les sociétés guinéennes avant la colonisation, les tensions pendant la colonisation ou la dureté du premier régime après l'indépendance.

Au-delà de ce rapport complexe à l'histoire, le champ universitaire est traversé par des rivalités internes que je ne maîtrise pas bien, liées aux diplômes, aux grades, aux promotions, et également par des compétitions, qui publie quoi et où...

Au même moment, il y a de nombreux jeunes étudiants et étudiantes qui fourmillent d'idées mais qui ne trouvent pas de direction scientifique disponible sur place, et qui me demandent des conseils de direction : mais nous sommes limités en France car il faut être HDR et que le nombre de postes de professeur des universités en histoire de l'Afrique est restreint. Je me dis aussi que, plus d'un demi-siècle après les indépendances, les formations devraient se faire sur place, bien sûr en tirant profit des collaborations internationales et interrégionales en Afrique, dans le cadre du Cames (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) par exemple, ce qui est fructueux mais pourrait être développé encore. Il y a de bons chercheurs, souvent bloqués par le système, ce qui est vraiment dommage et constitue un cercle vicieux pour la formation des étudiants. Ce constat dépasse le cas de la Guinée, bien sûr. Il pose aussi la question du statut de l'histoire et de son enseignement dans les pays africains, discipline souvent considérée comme potentiellement subversive alors qu'elle pourrait jouer un rôle fort de ciment national et de compréhension mutuelle entre les citoyens. Cela relève en fait autant du disciplinaire, de l'académique que du politique, ce qui rend les choses très complexes.

Mais, en même temps, je vois bien qu'il y a des changements de génération, de nouveaux chercheurs et chercheuses, guinéens et étrangers, qui s'impliquent activement dans les études autour de la Guinée, en histoire, en littérature, en sociologie, en anthropologie. Je constate qu'il y a une envie forte d'ouverture et du dynamisme, dans le monde de la culture aussi, et une volonté de faire avancer les choses. La roue tourne et loin est le temps, en 1979, où j'étais la première chercheuse française à débarquer à Conakry.

Bibliographie

- Adams, Adrian, 1977. *Le Long Voyage des gens du Fleuve*. Paris, François Maspero.
- Almeida-Topor, Hélène d', 1995. *Histoire économique du Dahomey, 1890-1920*. Paris, L'Harmattan.

- Alpha Gado, Boureima, 1988. Sécheresse et famines au Sahel : crises alimentaires et stratégies de subsistances en Afrique sahélienne (Burkina Faso, Mali, Niger). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- , 1993. *Une histoire des famines au Sahel. Étude des grandes crises alimentaires, XIX^e-XX^e siècles*. Paris, L'Harmattan.
- Amselle, Jean-Loup et M'Bokolo, Elikia, 1985. *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*. Paris, La Découverte.
- Anignikin, Sylvain Coovi, 1980. Les Origines du mouvement national au Dahomey, 1900-1939. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- , 2014. *Les Origines du mouvement national en Afrique noire : le cas du Bénin, 1900-1939*. Paris, L'Harmattan.
- Bantenga, Moussa, 1988. Les Théories économiques agricoles de la jachère aux XVIII^e, début XIX^e siècles. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Bari, Nadine, 1983. *Grain de sable : les combats d'une femme de disparu*. Paris, Le Centurion.
- , 2003. *Guinée, les cailloux de la mémoire*. Paris, Karthala.
- Barry, Ismaël, 1992. Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation (conquête et mise en place de l'administration en Guinée). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- , 1997. *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation : conquête et mise en place de l'administration*. 2 vol., Paris, L'Harmattan.
- Béavogui, Facinet, 1991. Contribution à l'histoire des Loma de la Guinée forestière, de la fin du XIX^e siècle à 1945. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- , 2001. *Les Toma (Guinée et Libéria) au temps des négriers et de la colonisation française, XVI^e-XX^e siècles*. Paris, L'Harmattan.
- Benga, Ndiouga, 1995. Pouvoir central et pouvoir local. La gestion municipale à l'épreuve : Rufisque, Sénégal (1924-1964). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Boilley, Pierre, 1994. Les Kel Adagh : un siècle de dépendances de la prise de Tombouctou (1893) au Pacte national (1992). Étude des évolutions politiques, sociales et économiques d'une population touarègue (Soudan français, République du Mali). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Chrétien, Jean-Pierre et Prunier, Gérard, 1989. *Les Ethnies ont une histoire*. Paris, Karthala/ACCT.

- Codo, Bellarmin Coffi, 1978. La presse dahoméenne face aux aspirations des « évolués » : *La Voix du Dahomey*, 1927-1957. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine, 1972. *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires, 1898-1930*. Paris/La Haye, Mouton.
- , 2021. *Le Choix de l'Afrique : les combats d'une pionnière de l'histoire africaine*. Paris, La Découverte.
- Diallo, Mamadou Dian Cherif, 1998. Histoire de la répression pénitentiaire en Guinée française (1900-1958). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- , 2005. *Répression et enfermement en Guinée. Le pénitencier de Fotoba et la prison centrale de Conakry de 1900 à 1958*. Paris, L'Harmattan.
- Diallo, Safiatou, 2020. Infrastructures sanitaires et formations médicales en Guinée, de la colonisation à l'an 2000. Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris.
- , 2021. *Politiques de santé en Guinée : de la colonisation au début du XXI^e siècle*. Paris, L'Harmattan.
- Diawara, Mamadou, 1985. La dimension sociale et politique des traditions orales du royaume de Jaara (Mali) du XV^e au milieu du XIX^e siècle. Thèse de doctorat, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- , 1990. *La Graine de la parole. Dimension sociale et politique des traditions orales du royaume de Jaara (Mali) du XV^e au milieu du XIX^e siècle*. Stuttgart, Franz Steiner.
- Diouf, Mamadou, 1980. Le Kajoor au XIX^e siècle, la conquête coloniale. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- , 1990. *Le Kajoor au XIX^e siècle : pouvoir ceddo et conquête coloniale*. Paris, Karthala.
- Dulucq, Sophie, 1992. La France et les villes d'Afrique Noire francophone : quarante ans d'intervention (1945-1985). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- , 2009. *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale, XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Karthala.
- Goeh-Akué, N'buéké Adovi, 1992. Finances publiques et dynamique sociale en Afrique Noire sous influence française : le cas du Togo (1920-1980). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Goerg, Odile, 1980. « La destruction d'un réseau d'échange précolonial : l'exemple de la Guinée », *Journal of African History*, vol. 21, n° 4 : 467-484.
- , 2006 (avril). « Fin de règne sans fin en Guinée », *Le Monde diplomatique*, n° 625.

- , 2011. «Couper la Guinée en quatre ou comment la colonisation a imaginé l'Afrique», *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 111 : 73-88.
- , 2015. *Fantômas sous les tropiques. Aller au cinéma en Afrique coloniale*. Paris, Vendémiaire.
- Iffono, Aly Gilbert, 2010. Histoire des Kissia de la République de Guinée : de la conquête coloniale à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Thèse de doctorat, Paris, Écoles des hautes études en sciences sociales.
- Lakroum, Monique, 1987. Chemin de fer et réseaux d'affaires en Afrique occidentale : le Dakar-Niger, 1883-1960. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Lomo Myazhiom, Aggée, 2001a. *Mariages et domination française en Afrique Noire (1916-1958)*. Paris, L'Harmattan.
- , 2001b. *Sociétés et rivalités religieuses au Cameroun sous domination française (1916-1958)*. Paris, L'Harmattan.
- Mandé, Issiaka, 1997. Les migrations du travail en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), mise en perspective historique (1919-1960). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Margolin, Jean-Louis, 1989. *Singapour, 1959-1987. Genèse d'un nouveau pays industriel*. Paris, L'Harmattan.
- Mbodj, Mohamed, 1978. Un exemple d'économie coloniale, le Sine Saloum (Sénégal), de 1887 à 1940 : cultures arachidières et mutations sociales. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Mercier, Paul, 1968. *Tradition, changement, histoire. Les «Somba» du Dahomey septentrional*. Paris, Anthropos.
- Pambo-Loueya, Constant-Félix, 1980. La colonie du Gabon de 1914 à 1939 : étude économique et sociale. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Perrot, Claude-Hélène, 1983. *Les Anyi-Ndenye et le pouvoir aux 18^e et 19^e siècles*. Abidjan/Paris, Publications CEDA/Publications de la Sorbonne.
- Person, Yves, 1968-1975. *Samori : une révolution dyula*. 3 vol., Dakar, IFAN.
- Rondeau, Chantal, 1980. La société senufo du Sud Mali : 1870-1950. De la tradition à la dépendance. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Sissao, Claude, 1992. Urbanisation et rythme d'évolution des équipements : Ouagadougou et l'ensemble du Burkina Faso (1947-1985). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.
- Sotindjo, Sébastien Dossa, 1995. Cotonou, l'explosion d'une capitale économique (1945-1985). Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.

—, 2010. *Cotonou, l'explosion d'une capitale économique (1945-1985)*. Paris, L'Harmattan.

Thioub, Ibrahima, 1989. Entreprises, entrepreneurs et État dans une économie dépendante : domination étrangère et marginalisation des autochtones (Dakar-Sénégal), 1930-1973. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7.

Wyse, Akintola, 1989. *The Krio of Sierra Leone. An interpretive History*. Londres, Hurst, The International African Institute.